

la nouvelle **ACTION FRANÇAISE**

1 F

EDITORIAL

L'accord sur le cessez-le-feu n'était pas encore signé à Paris, que certains annonçaient déjà une troisième guerre d'Indochine. Les premières heures de la « paix » confirmaient ce pessimisme. D'ores et déjà, on peut dire que si les Américains renoncent à participer directement au conflit, la guerre continue sans eux.

Pour Washington, la politique vietnamienne ne se sépare pas du vaste jeu diplomatique mené en Asie et dans le monde et qui repose sur la concertation entre les grands. C'est bien ce que voulait dire Henry Kissinger en déclarant : « Dans vingt ans on aura oublié le Vietnam, mais on aura toujours présents à la mémoire les rapprochements américano-soviétiques et sino-américains. »

L'optique de Pékin est la même que celle des Américains. Le gouvernement chinois vient de lancer un appel où il demande aux quatre signataires d'appliquer l'accord avec sérieux. Ainsi, pour la première fois, Saïgon est mis par Pékin sur le même pied qu'Hanoï. La nouvelle stratégie internationale repose sur la concertation, la détente, et non plus sur la guerre froide ou chaude. Moscou et Tokyo rentrent également dans ces vues.

On s'en réjouirait si, après avoir soufflé le feu pendant des années et craché la mort, les grands n'apparaissaient impuissants à imposer la paix. Les commentateurs ont souligné fort justement que l'accord de Paris 1973 était plus équivoque encore que celui de Genève 1954 et que son application était infiniment plus problématique.

Allons-nous vers un nouveau million de morts dans une guerre civile sans merci ? Les grands pourront s'en laver les mains. C'est hypocrisie de dire qu'on a signé la paix lorsqu'on a superbement ignoré les moyens de l'établir.

N.A.F.

contestation - élections

des programmes qui ne changent pas la vie

p. 4-5

médiateur : la dernière chance

p. 3

une interview de **gilles martinet**

p. 2

entretien avec gilles martinet

Après Jean Ferniot et son pamphlet *Ça suffit* (N.A.F. n° 91), nous vous proposons cette semaine un long entretien avec Gilles Martinet, auteur du *Système Pompidou*. Sans commentaire, et ceci pour deux raisons : nous lui répondons sur le fond dans ce numéro et nous poursuivrons notre critique dans les numéros à venir ; nous pensons aussi que la N.A.F. a suffisamment fait preuve de son identité et de sa combativité pour que ses lecteurs puissent étudier sur pièce les positions adverses.

L'entretien est la source la plus directe de l'information.

N.A.F. — Vous venez de faire paraître au Seuil « Le système Pompidou » dans lequel vous mettez en cause les liaisons entre la technocratie d'Etat et les dirigeants de l'industrie privée.

G. M. — Ce que je décris surtout dans mon livre est cette fraction de la technocratie qui aujourd'hui a pris en main le pouvoir exécutif et l'essentiel du pouvoir législatif (90 % des lois votées sont d'initiative gouvernementale). Depuis cinq ans notamment on peut dire que le pouvoir politique n'a pas été exercé par le Président de la République, ni par les ministres, mais par les 200 à 250 personnes qui composent le cabinet présidentiel et les cabinets ministériels. Ces éléments, qui appartiennent au secteur d'Etat, ont toujours été en liaison et ont établi des liens de plus en plus serrés avec leurs collègues d'un certain nombre de très grosses entreprises.

Ce qui a permis de réaliser une sorte de fusion de la technocratie d'Etat et de la technocratie du privé, c'est l'adhésion de la première à une idéologie qu'il faut bien qualifier de néo-libérale. Cette conception dite moderne donne aux lois du marché le rôle déterminant : l'avenir industriel de la France passe par une limitation des interventions de l'Etat, ou du moins par un jeu différent de ses interventions, considérant que la règle déterminante est la loi du marché et la loi du profit.

Une des faiblesses du régime actuel est que cette technocratie est toute puissante ; elle est souvent très compétente, mais très coupée du pays.

N.A.F. — Si demain la gauche était au pouvoir, n'aboutirions-nous pas à un résultat semblable ?

G. M. — Non. On peut naturellement penser que cette tentation existera et que la gauche y succombera, mais sa logique n'est pas celle-là.

N.A.F. — Comment verriez-vous une prise de pouvoir par la gauche ?

G. M. — La gauche ne peut gagner que si elle a un soutien populaire très fort, dépassant très

vite le volume de son électorat. Il sera important que la gauche soit en liaison étroite avec l'élan populaire pour essayer de développer des initiatives, de créer des situations nouvelles, plus ou moins irréversibles, soit par la loi (certaines nationalisations), soit par le sentiment populaire — je pense notamment au projet sur la démocratisation de l'entreprise, sur les régions, sur la décentralisation des pouvoirs.

Il est bien clair que la gauche devra tenir le plus grand compte des réactions de la population, car rien de grave ne se passera si l'on pense que la gauche est là pour longtemps. Si l'on pense qu'au bout de six mois un renversement peut intervenir, elle verra s'abattre sur elle tous les obstacles.

N.A.F. — Vous pensez donc devoir très vite dépasser les objectifs du programme commun en allant plus à gauche. Se pose donc alors le problème d'une société autogestionnaire ?

G. M. — Lorsque la socialisation se confond avec l'étatisation, on aboutit très vite à la domination d'une couche bureaucratique ; si on se contente de donner l'autonomie de gestion aux entreprises, on renforce la technocratie par rapport à la bureaucratie. D'où l'idée de s'engager dans la voie de l'autogestion. Je ne vois pas une société autogérée, au sens complet du mot, dans les conditions actuelles, et je ne crois pas d'autre part qu'on puisse limiter l'autogestion au cadre de l'entreprise sans déclencher un égoïsme d'entreprise.

L'autogestion, c'est essentiellement l'articulation de multiples pouvoirs autonomes dans le domaine économique, mais aussi dans le domaine de la gestion des villes, des régions, des services socio-culturels, etc.

Dans chaque cas le maximum de décisions doit être pris au niveau le plus petit possible.

Il doit y avoir au niveau de l'atelier une gestion collective, par démocratie directe, des conditions de travail. Il faut une élection du conseil d'administration des entreprises avec le maximum de pouvoirs accordés, mais il y a des problèmes régionaux, il y a des problèmes nationaux et donc l'entreprise doit se plier à la planification qui doit être à la fois impérative et souple.

Deux idées me paraissent très importantes : la décentralisation, de manière à donner le maximum de pouvoirs compatibles avec l'intérêt général, l'élection sur la base de l'échelon où on aura à diriger.

Il ne faut pas se faire d'illusions : pendant une certaine période, seuls les milieux de cadres et de techniciens d'une part, les milieux de militants de l'autre, seront vraiment concernés ; mais il n'empêche que l'on peut transformer la mentalité des gens si on lie à une vie politique centrée sur les grands choix d'orientation économique, nationaux, l'existence d'un maximum de pouvoirs de décision aux différents échelons.

N.A.F. — Ne pensez-vous pas que vous risquez d'être débordé sur le plan politique par des organisations comme le P.S.U. ou des organisations syndicales comme la C.F.D.T. ?

G. M. — Je crois que ces organisations tenteront d'aller plus à gauche, comme a essayé de le faire le M.I.R. au Chili. Je pense qu'il n'est pas mauvais pour l'expérience de la gauche qu'il y ait des gens qui la poussent dans le sens d'une décentralisation plus forte, d'une autonomie de gestion plus grande et d'une participation plus importante. Il est vrai qu'au sein de la gauche les tendances étatistes, les tendances à caractère administratif ou bureaucratique sont encore très fortes. C'est vrai qu'il y aura à ce moment-là toute une série de problèmes, même si la gauche a fait un énorme pas en avant dans le sens de la décentralisation, vers une nationalisation qui ne conduise pas à une étatisation.

N.A.F. — Parmi les problèmes que vous auriez à affronter, n'y aura-t-il pas celui d'une crise constitutionnelle ?

G. M. — Il y a un problème d'institutions évident. Il y a tout un petit jeu subtil entre Pompidou et les dirigeants de la gauche. Si l'on continue à appliquer la Constitution dans l'esprit qui a été celui de De Gaulle et de Pompidou, on

Gilles Martinet est né à Paris le 8 août 1916. Journaliste depuis 1937, d'abord à l'Agence Havas, puis à l'Agence France-Presse, enfin à France-Observateur, et actuellement au *Nouvel Observateur* dont il est administrateur.

Gilles Martinet a fait paraître : *Le Marxisme de notre temps* (1962), *La Conquête des pouvoirs* (1968), *Les cinq Communismes* et, ces dernières semaines, *Le système Pompidou*.

Il fut un des créateurs du P.S.U. (secrétaire général adjoint de ce parti de 1965 à 1967). Il a adhéré en 1972 au parti socialiste.

Il participe au courant de gauche de ce parti (courant qu'il représente à la direction nationale avec MM. Chevènement et Sarre).

aboutit à l'impasse, à une situation à la Mac-Mahon. Donc il ne faut pas se faire d'illusions, nous allons vers une crise constitutionnelle.

N.A.F. — Ne va-t-on pas aussi vers une crise économique ?

G. M. — Vers une crise, je ne crois pas ; vers un affrontement très probablement. Le grand capitalisme ne peut pas ne pas réagir devant l'étendue de nationalisations qui font passer dans le secteur public la plupart des grands pôles de domination économique. Et il y aura d'autre part les pressions de la base, les mouvements dont nous parlions tout à l'heure. C'est pourquoi je crois à la nécessité d'un dépassement de l'expérience. Il faudra aller plus loin, non pas vers l'application des schémas gauchistes, mais vers la mise en œuvre d'une politique socialiste cohérente.

N.A.F. — N'avez-vous pas peur du poids que représente le Parti communiste dans la coalition ?

G. M. — Pour démontrer que les communistes ne peuvent accaparer le pouvoir, le prendre pour eux seuls, on fait généralement appel à des arguments qui concernent l'entourage international et aussi l'attitude de l'armée : celle-ci risque en effet de ne pas être neutre dans toutes les hypothèses.

Pour moi, l'essentiel n'est pas là. Les communistes constituent une grande force, disciplinée, efficace, et, par certains côtés, modératrice. Mais depuis quelques années ils ont perdu ce qui a été pendant longtemps au cœur de leur dynamisme : la foi en les objectifs poursuivis. Jusqu'à l'affaire tchécoslovaque, l'Union Soviétique demeurait le modèle qu'il fallait, par d'autres voies, des « voies françaises », chercher à atteindre. Aujourd'hui le modèle est mis en doute et il n'est remplacé par aucun autre. C'est ce qui donne au parti socialiste toute sa chance. Au lieu d'opposer un projet à un autre projet, il lui faut faire accepter par ses partenaires le seul qui puisse être compatible avec un avenir démocratique.

élections - trahison !

« Le peuple en ses états », cette formule est plus qu'un slogan ; elle condense la plus légitime des revendications.

Des députés, pour quoi faire ? Au moins, sous la troisième et la quatrième, ils avaient une utilité : amuser le public. C'est si vrai que les Parisiens avaient fini par appeler gentiment le Palais-Bourbon, « le grand cirque ». Certains jours, cela valait le déplacement. On aurait pu y amener les petits enfants pour leur récompense. Le plus grave, c'est que dans ce cirque se décidait réellement la conduite des affaires du pays.

Mais aujourd'hui ? Les manifestants de mai étaient passés indifférents, sur les lieux où trente-quatre ans plus tôt on s'était battu pour faire trembler le pouvoir. La chambre des députés, en temps normal, n'intéresse plus personne. On peut se demander si elle intéresse les députés eux-mêmes. La plupart des débats se déroulent dans l'indifférence générale. Dans l'hémicycle, il y a rarement plus de trente à quarante présents.

Le Parlement exerce le pouvoir législatif ? Dix pour cent seulement des lois votées émanent de propositions parlementaires.

Tout de même, l'agitation électorale actuelle prouve que malgré son déclin, le Parlement détient la clef du pouvoir ? Effectivement, un changement de majorité mettrait en mauvaise posture le président de la République. Mais cela signifie en clair que le seul rôle des députés consiste à cautionner la politique présidentielle et que la seule façon pour eux de se mettre en vedette, d'exercer véritablement un rôle consiste à plonger le

régime dans une crise institutionnelle en s'opposant au président.

En dehors de ce rôle de blocage institutionnel, le parlement n'exerce en fait plus aucune fonction. Cela est si vrai que M. Pompidou lui-même en faisait l'aveu il y a un an, en regrettant que les députés, plus proches des intérêts et des soucis des Français, ne jouent pas un rôle représentatif plus grand.

Mais ce rôle représentatif des intérêts des personnes et des communautés ne leur est même pas reconnu par la Constitution ! Les députés élus par la volonté générale sont censés représenter la nation entière !

LE SYSTÈME

Il est vrai que malgré cela les députés restent les derniers intermédiaires entre leurs électeurs et un Etat lointain qui tient dans ses mains le sort commun et privé de cinquante millions de Français.

En fait, seuls les puissants personnages qui font peu ou prou partie de ce club qui entoure le pouvoir et que Jean Ferniot appelle le « Tout-Etat », représentants des puissances d'argent, de la grande presse, de certaines centrales syndicales, etc., font vraiment entendre leurs voix et obtiennent gain de cause.

Gilles Martinet a pu écrire que le régime actuel constituait une synthèse entre une technocratie « industrialisatrice » et une clas-

se politique « clientélisée ». D'un côté les cabinets ministériels où s'élabore la stratégie économique, de l'autre les hommes politiques prisonniers de l'Argent. Ce système a une efficacité indéniable — mais satisfait-il pour autant les citoyens, ce peuple que l'on prétend consulter demain ?

PEUPLE, PRENDS LA PAROLE

Avec l'Union de la gauche, ça changera, prétendent quelques hommes sincères. Nous ne le croyons pas. Faute de remettre en cause le système lui-même, la gauche, dans la meilleure hypothèse, infléchira la pratique technocratique dans un sens moins libéral et plus dirigiste. Le totalitarisme étatique continuera à sévir au profit d'une nouvelle classe dirigeante et d'appareils politiques partisans, souvent sectaires...

Le peuple, une nouvelle fois, sera floué.

C'est la grande supercherie de ce régime prétendument populaire que d'affirmer qu'il repose sur la volonté des citoyens. La monarchie française s'est appuyée pendant huit siècles sur un consensus populaire qui était d'une autre qualité ! C'est bien pourquoi d'ailleurs nous sommes monarchistes. Monarchistes parce que la monarchie est une institution pour le peuple, pour ses libertés, pour sa libre délibération en ses états.

Le peuple en ses états, cette formule est plus qu'un slogan, elle condense la plus légitime des revendications. Elle signifie que l'Etat doit libérer le terrain communal, régional, professionnel qu'il occupe sans aucun droit.

Le peuple en ses états, cela veut dire que le peuple ne doit plus être considéré comme une abstraction, mais pour ce qu'il est, dans sa réalité concrète, ses intérêts, ses communautés, ses aspirations à une vie meilleure.

La représentation parlementaire que l'on nous demande d'élire n'a rien à voir avec ce peuple-là. Elle ne constitue qu'une caution pour le « tout Etat » politicien, technocrate et financier.

Contre la comédie électorale, nous demandons donc au peuple de s'insurger pour prendre enfin la parole qui lui revient dans de véritables Etats généraux qui s'exprimeront devant un prince responsable, qui incarnera face aux prévaricateurs la justice, face aux politiciens le bien commun, face au peuple la seule garantie des libertés et d'une fraternité retrouvée.

Gérard LECLERC.

médiateur : la dernière chance...

Un médiateur n'a de sens que s'il est arbitre.

Voilà donc M. Antoine Pinay devenu, à 81 ans, ombudsman, médiateur, intercesseur, ou « le samaritain de la dernière chance », comme dirait Jean Querat dans *France-Soir*, sans qu'on sache si, en l'espèce, « la dernière chance » est celle de M. Pinay étant donné son âge, ou de l'administré français, étant donné l'état auquel l'Administration le réduit.

Que se rassurent, en tout cas, ceux qui redoutent le changement, ceux qui prennent l'Etat pour directeur de conscience, pour patron ou pour providence, et ne sauraient dès lors détester vraiment la bureaucratie : la désignation de M. Pinay ne va rien modifier du tout. Il n'y aura demain qu'une Administration de plus en France et un peu plus de bureaucratie.

Les textes qui définissent le rôle du médiateur ont tenu à marquer qu'il ne serait pas un médiateur direct et que le simple citoyen n'aurait pas accès immédiatement à lui.

Les croquants de jadis, même débraillés ou crottés, pouvaient avoir accès à la Cour et présenter

un placet au prix d'un peu de patience ou d'une bousculade. Les Français d'aujourd'hui n'auront accès à M. Pinay que par leurs députés, lesquels, sauf en période électorale, ne sont pas toujours accessibles, mais écrivent.

Ils écriront. La pile impressionnante de courrier que recevra le médiateur rendra nécessaire qu'il soit entouré d'un secrétariat et probablement d'un Cabinet avec un chef et un sous-chef. On verra se développer, autour de lui, une Administration avec ses somnolences, ses complaisances, ses molleses et ses absurdités. Des anciens élèves de l'E.N.A. et de Polytechnique rivaliseront de style pour rédiger, sous sa haute direction, un rapport que tout le monde lira, puis oubliera.

Tant qu'il n'apparaîtra pas clairement qu'un médiateur n'a de sens que s'il est arbitre, qu'un arbitre n'a de réalité que s'il a le pouvoir de trancher impartialement, et s'il n'est pas dès lors un élu ou un commis, l'homme nouveau qui vient de naître se contentera d'avoir le pouvoir de faire de bons rapports et d'entretenir de bons rapports avec le Pouvoir.

G.-P. W.

les rois maudits

Nos lecteurs ont pu être surpris de ne trouver dans la *N.A.F.* aucun commentaire de la série d'émissions télévisées sur les *Rois Maudits*. Nous avouons que nous avons manqué de cœur. Nos princes changés en un troupeau de porcs... Cela est digne du négrier Maurice Druon, de la Société de bas spectacle et de basse consommation, qui se trouve à l'aise dans cette porcherie. Cela n'est pas digne de la famille capétienne, de notre peuple et de nos lecteurs.

G. L.

des programmes pour quoi faire ?

cuisine électorale

On va voter. Théoriquement sur un programme. Celui de la « majorité », énoncé par Pierre Messmer à Provins, ou celui de la gauche « unie ». Ou sur d'autres encore. Il y en a tant que l'on s'y perd, malgré quelques formules frappantes qui retiennent l'attention.

C'est que la technique du programme électoral obéit à quelques règles très simples, que tout bon chef de parti doit appliquer. Chaque Français doit les connaître, au cas où il voudrait un jour faire carrière dans la politique. A moins que cette cuisine lui paraisse finalement peu ragoûtante.

Voici donc, en exclusivité, la recette du bon programme :

OBJECTIF

Gagner des voix. Avant toute campagne, les deux grandes coalitions peuvent compter sur 40 % des voix environ. Reste à conquérir la petite frange d'électeurs qui emportera la décision. Ces voix se situant un peu partout, la manœuvre est délicate. La méthode doit donc être parfaitement au point.

MÉTHODE

Première règle : quand on est un parti de droite, il faut s'étendre sur sa gauche, en montrant par un ensemble de propositions vagues que c'est la droite qui est à gauche (cf. Messmer : « *Le changement c'est nous* »). Le plus simple en ce cas est de recopier certaines parties du programme de la gauche en doublant la mise (exemple : la gauche propose de construire 1.000 crèches, le gouvernement 2.000).

Quand on est à gauche, il faut au contraire rassurer la droite en lui montrant que les réformes proposées ne constituent en aucun cas un bouleversement de nature révolutionnaire (cf. les déclarations de Marchais sur le thème : « *L'ordre, c'est nous* »).

Deuxième règle : « tout promettre et ne rien omettre ». Ou si l'on préfère les maximes : « *Demain on rase gratis* ». Il est donc essentiel de traiter tous les sujets (en quelques lignes seulement car on ne sait pas ce qu'on fera vraiment et combien cela coûtera) sans oublier personne : jeunes, vieux, salariés et retraités doivent avoir l'impression que le paradis sur terre est tout proche.

CAS PARTICULIER

C'est celui du programme de coalition, élaboré par deux partis aux doctrines radi-

calement différentes sur plusieurs points.

Solution : noyer le poisson sous un flot de phrases creuses (exemple parfait : le « programme de la gauche », en particulier pour la politique étrangère et l'autogestion).

RÉSULTAT

Il dépend du degré de conscience politique des citoyens : les naïfs verront dans les programmes des promesses sérieuses et fermes. Les autres les jugeront pour ce qu'ils sont : des chèques en blanc sur l'avenir, signés par une classe politique qui entend rester au pouvoir ou y accéder.

Les programmes électoraux ne renseignent en aucune façon sur la politique post-électorale des partis, qui dépendra des contraintes politiques et économiques du moment :

— que ferait la « majorité » actuelle si elle devait s'allier demain aux « réformateurs » ?

— et que ferait la gauche « unie » en cas de crise constitutionnelle ?

Les données du problème seraient modifiées et les programmes apparaîtraient comme des actes purement gratuits.

Mais une chose est sûre : à force de vouloir faire plaisir au « parti frère », à force de vouloir séduire l'électeur, les programmes se contentent d'énoncer des mesures qui touchent uniquement à la *gestion* du pays. On a vu leur imprécision, et de quelle alchimie elles procédaient. On verra ci-contre que les programmes électoraux jettent de la poudre aux yeux quand, par hasard, ils touchent à l'essentiel : la nation, l'Etat et la vie des citoyens.

institutions : le piège

Du côté du parti au pouvoir, mystère total sur la manière de résoudre un problème constitutionnel qui deviendrait critique en cas de victoire des partis d'opposition.

Dans l'opposition de gauche, trois pages médiocres du « programme commun » : des affirmations banales, tirées de la lettre même des textes constitutionnels (« *le gouvernement conduit la politique de la nation* »), des réformettes destinées à accroître les droits du Parlement (M. Mitterrand a sans doute oublié la IV^e République), et une proposition présentée comme le remède-miracle.

L'idée géniale de la gauche, la recette infallible de la stabilité, est en fait la vieille tarte à la crème du « contrat de législature ». L'idée est simple, voire simplette : au début de la législature, chaque parti signe un *contrat* portant sur une politique précise, qu'il s'engage à respecter et à appliquer. Dès lors plus de crise possible, du moins théoriquement.

Mais imaginons qu'un fait nouveau, en France ou dans le monde, exige la réorientation de la politique gouvernementale dans des conditions qui ne sont pas prévues dans le contrat, et sur lesquelles les partis coalisés ne sont pas d'accord : la crise surviendra inmanquablement, entraînant la chute du gouvernement.

La recette du « contrat de législature » est donc mauvaise, comme d'ailleurs toutes celles qui s'efforcent d'améliorer le fonctionnement du système constitutionnel.

La raison en est simple : toutes nos constitutions, depuis 1791, reposent sur des principes qui sont catastrophiques dès que l'on essaie de les mettre en pratique.

Depuis la Révolution, on a tout essayé : régimes présidentiels comme ceux de l'An III ou de 1848 ; régimes parlementaires comme ceux de la III^e et de la IV^e République. Pour ne prendre que ces quatre exemples, les deux premiers ont abouti à des dictatures (Napoléon I^{er} et Napoléon III) et les seconds à une instabilité ministérielle chronique engendrant l'immobilisme le plus total.

Toutes nos constitutions ont fait faillite et celle que nous connaissons actuellement risque de voler en éclats en cas de victoire de l'union de la gauche. Que ferait en effet un Président de la République devant une Assemblée hostile ? Une dissolution manquée aboutirait à une situation insoluble, devant laquelle le Chef de l'Etat n'aurait plus qu'à se soumettre ou à se démettre.

Voilà un problème capital, que les programmes électoraux traitent à la légère parce qu'ils sont incapables de proposer des solutions. Il est tellement plus facile de faire de la surenchère sur le nombre de crèches à construire. Sans même que l'on puisse être sûr qu'elles soient construites !

changer la vie ?

« *Changer la vie* ». Tel est le titre du programme du Parti socialiste, repris dans un chapitre du « programme commun » de la gauche. Dommage que cette formule, véritablement novatrice, recouvre une marchandise aussi banale.

Sans doute le programme de la gauche, comme celui de la « majorité », promet-il monts et merveilles : hausse du pouvoir d'achat dans la stabilité des prix, augmentation du nombre d'H.L.M., diminution du temps de travail, politique des transports, déconcentration urbaine, etc. On ne peut qu'applaudir des deux mains... en espérant qu'il ne s'agit pas de promesses en l'air, comme celles que les différents partis politiques font depuis des années.

Depuis des années, on nous promet la décentralisation et la France demeure toujours aussi centralisée. Depuis des années, on proclame qu'il faut contenir le développement de Paris et la capitale ne cesse de s'étendre, se transformant peu à peu en ville de bureaux qui attirent chaque jour des millions de travailleurs parqués dans les banlieues. Depuis des années, on nous promet la stabilité des prix et l'inflation ronge toujours le pouvoir d'achat des Français.

Demain sera-t-il meilleur qu'aujourd'hui ? On voudrait le croire, mais on ne peut l'espérer. On n'a jamais fait de la bonne politique avec de simples intentions, aussi généreuses soient-elles : l'Etat est soumis à une logique impérieuse qui le pousse à s'étendre sans cesse, et l'économie tout entière est dominée par la mystique technocra-

toujours plus de biens matériels, de plus en plus inutiles, et que le consommateur achète parce qu'il est conditionné par la publicité. *Qui achète beaucoup doit beaucoup travailler* et souvent la diminution du temps de travail a pour seule conséquence de permettre aux travailleurs de prendre un second métier.

Qui nous libérera du cycle infernal qui fait que le Français d'aujourd'hui travaille (temps de transport compris) autant que le prolétaire du XIX^e siècle ? Qui nous libérera de la contrainte de la publicité, qui force les consommateurs à acheter des produits inutiles, médiocres ou dangereux ? Qui nous libérera de l'Etat qui envahit tout, même notre vie privée ?

Certainement pas la « majorité », qui s'accommode fort bien de ce système, qui en vit même grassement, et qui se préoccupe uniquement d'en améliorer l'efficacité. Certainement pas la gauche « unie » qui se pose en simple gérante du système inhumain que nous subissons. *Changer la vie ?* Ce n'est pour elle qu'un slogan électoralement payant, qui donne à ces réformateurs à la petite semaine une très légère teinture « gauchiste ». Peine perdue d'ailleurs, car les gauchistes savent parfaitement que la « social-démocratie » a toujours été la pire ennemie du peuple.

Que la gauche l'emporte ou que la « majorité » reste en place, la vie n'en changera pas pour

l'entreprise, une participation effective des travailleurs. Le travail peut redevenir créateur et les loisirs satisfaisants. Les régions peuvent renaître et les communautés humaines s'épanouir.

Tout cela est possible à une condition : qu'on libère les Français de l'Etat centralisateur, technocratique et prisonnier des groupes de pression capitalistes. Oui, tout pourrait changer dans une France où l'Etat, réduit à son strict minimum, aurait reconquis son indépendance.

la nation dans la balance

Que serait la politique étrangère d'un gouvernement de gauche ? Ce ne sont pas les vœux pieux que formule imperturbablement le programme de la gauche qui pourront nous éclairer.

Une chose est sûre cependant : la France sera sans défense puisque la gauche veut arrêter la mise en place de la force de dissuasion. Voilà un des éléments positifs de la politique du général de Gaulle qui disparaîtrait. Cette position basement démagogique, odieuse et criminelle, montre que la bêtise n'est pas seulement à droite.

Pour le reste, le mystère plane. Que ferait un gouvernement de gauche vis-à-vis des problèmes du Proche-Orient ? On connaît les sympathies de M. Mitterrand pour le pays de Mme Meir et l'alignement du Parti communiste sur la politique de Moscou. Une belle crise en perspective, dont on ne peut prédire comment elle se résoudra. Mais il y a gros à parier que les intérêts des partis passeront avant ceux de la France.

Et du côté de la « majorité », contiendra-t-on comme par le passé ? Ce n'est pas sûr, si les « pompidoliens » ont besoin de l'appoint des « réformateurs ». On connaît en effet M. Lecanuet, européiste frénétique et atlantiste convaincu, qui n'hésitera pas à exercer sur le gouvernement un chantage à la crise pour orienter la politique étrangère dans la direction qu'il souhaite lui faire prendre.

Ainsi, on risque d'en revenir à une politique étrangère inepte, voguant au gré des humeurs de parlementaires irresponsables, animés par la passion idéologique plus que par le souci de la France, et soumis aux groupes de pression étrangers. On a vu cela il n'y a pas si longtemps, sous la IV^e République.

La remarque n'est pas nouvelle : une politique étrangère suppose l'indépendance, la stabilité de l'Etat et la continuité de son action. Aussi, sauf quelques périodes exceptionnelles, toute politique étrangère est-elle interdite aux démocraties instables, inconstantes et dépendantes par nature.

Aussi a-t-on souvent vu l'étranger faire la loi dans une France décevante pour ses amis et ridicule aux yeux de ses adversaires. Et les Français n'y ont rien gagné d'autre que la honte des camouflets et les souffrances des défaites.

Reverrons-nous cela un jour ?

les nationalisations

La pièce maîtresse du « programme commun », qui fait frémir d'horreur le grand capitalisme, c'est bien sûr la nationalisation.

Quelle bouleversante nouveauté ! Les nationalisations, on en parle depuis 1920, et on en fait depuis 1936. Et quels bouleversants résultats ! On s'est aperçu que le procédé de la nationalisation conduisait en fait à remettre la firme entre les mains de l'Etat, et non entre celles des travailleurs. De plus, les nationalisations se sont traduites par un scandaleux gâchis économique, en particulier dans l'aviation civile, à la R.A.T.P. (140 milliards anciens de déficit par an) et à la S.N.C.F. (550 milliards de déficit annuel). C'est donc en définitive le contribuable qui paie la note. Quant aux travailleurs, ils ne font pas la différence, sur le plan des conditions de travail, entre une entreprise publique et une firme privée. Chez Renault comme ailleurs, c'est le même travail morne, usant, c'est la même exploitation de l'homme au nom de la sacro-sainte efficacité.

Voilà le bilan, qui n'est pas enthousiasmant.

Mais peu importe à la gauche « unie » qui prévoit dans son programme « l'extension et la démocratisation du secteur public ».

Démocratisation ? Elle sera réalisée, nous dit-on, par une « large autonomie de gestion », dans le cadre des orientations du Plan, et par l'accession « effective » des travailleurs aux « responsabilités ».

Cela s'appelle jeter de la poudre aux yeux. Au-delà des pétitions de principe et des phrases ronflantes, on voudrait tout de même savoir comment la nationalisation, parfois nécessaire, ne conduira pas, comme par le passé, à une étatisation ruineuse. Cela, on ne le saura pas parce que la gauche « unie » n'a pas réussi à se mettre d'accord : le Parti communiste est pour une « gestion démocratique » peu clairement définie, et le Parti socialiste pour une formule d'autogestion qu'il a du mal à mettre au point. Ainsi, les partis de gauche se disputent sur des formules mais ne savent pas où ils vont. Mais ils y vont tout de même !

La démocratisation du secteur public est donc une notion peu claire. *L'extension des nationalisations* l'est par contre tout à fait, puisque le « programme commun » donne la liste des entreprises qui n'y couperont pas.

Cette liste vaut ce qu'elle vaut, mais elle révèle un oubli curieux : voilà des années que la gauche dénonce les grands monopoles et elle en oublie un, qui est étranger de surcroît. Pourquoi la gauche a-t-elle oublié d'annoncer la nationalisation de l'entreprise I.B.M. qui, même aux Etats-Unis, est attaquée pour ses pratiques monopolistiques ? Il est vrai que le Parti communiste travaille avec cette entreprise, de même qu'il fait de fructueuses opérations avec une certaine banque privée...

Les voilà les purs, les braves défenseurs du peuple : avant même d'arriver au pouvoir, ils composent avec ce qu'ils dénoncent.

Que sera-ce s'ils y parviennent !

Ont collaboré à cette double page :

Michel Giraud.
Arnaud Fabre.
Bertrand Renouvin.
Marc Beauchamp.

autant. Le lendemain des élections, les Français iront à leur travail comme on va au bain, au milieu des embouteillages ou coincés dans le métro. Ils avaleront leur journée comme on avale de l'huile de friture et rentreront chez eux tard dans la soirée, si tard qu'ils ne pourront même pas jouer avec leurs enfants. Ils compteront les semaines qui les séparent des vacances, du soleil qu'ils ne voient plus qu'au travers d'un halo de fumées, des enfants qu'ils ne connaissent que le temps d'un « week-end ». Et ils partiront en vacances, sans être sûrs d'arriver à bon port, car les routes sont étroites, les autoroutes encombrées, et parce que leur voiture (si chèrement acquise) n'est qu'un cerceau roulant. A la mer comme à la montagne, ils retrouveront l'univers technique, standardisé, massifié auquel ils tentaient d'échapper. Et ils se demanderont ce qu'on a fait de leur vie.

Les élections ne changeront pas la vie parce que la majorité vit du système et parce que la gauche vit dans le système. C'est donc le système tout entier qu'il faut contester, c'est donc autre chose qu'il faut imaginer.

Nous ne céderons pas, quant à nous, à la tentation du programme, nous contentant d'indiquer le vaste champ des possibilités.

Il est possible aujourd'hui de réorienter l'économie dans un sens qualitatif, il est possible de mettre fin à la dictature des marchands d'illusions et des technocrates, il est possible d'instaurer, dans

ces pages seront tirées en tract
diffusez-les autour de vous !

Adressez vos commandes à N.A.F. -

50 exemplaires	10 F
100 exemplaires	20 F
500 exemplaires	60 F
1.000 exemplaires	100 F

jeu électoral

Il est possible de ne pas voter... ou de voter. Tant de choses sont plus importantes ! Si vous voulez voter, nous vous proposons une manière de tester le moins mauvais candidat en lui attribuant un certain nombre de points par réponse positive aux questions ci-après. Il ne vous reste plus qu'à faire l'addition et à choisir, sans trop d'illusions, le candidat qui aura la meilleure note. Si aucun candidat n'atteint 12, il est préférable de ne pas voter, si aucun n'atteint 10 il est recommandé de s'abstenir.

1. Propose-t-il, concrètement, des mesures pour mettre fin aux ingérences de l'Etat dans la vie des Français, à la bureaucratie et à la centralisation ? 4 points
2. Son parti ou lui-même refuse-t-il d'être inféodé organiquement ou idéologiquement à une puissance étrangère (Moscou, Washington, Tel-Aviv, Pékin) ? 4 points
3. Refuse-t-il de dissoudre la nation dans un ensemble européen ? 4 points
4. Lui-même et son parti sont-ils indemnes de tout scandale ? 3 points
5. A votre avis, peut-il tenir les promesses qu'il vous fait ? 2 points
6. Est-il en mesure de dire l'origine des fonds qui servent à sa campagne électorale ? 3 points

qu'est-ce-que la naf?

Nous comprenons qu'on nous combatte, car la vie politique est faite de passions. Nous demandons d'abord qu'on nous lise et qu'on nous écoute.

La N.A.F. ? Un drôle de sigle pour un drôle de mouvement. Il se situe dans la ligne de Charles Maurras et de « l'Action Française » : il est donc royaliste.

Des royalistes en 1973 ? Au siècle de l'atome et de la conquête de la Lune, ça ne paraît pas très sérieux : on imagine des petits marquis nostalgiques ou alors une nouvelle variété de fascistes.

Pourtant, quand la « Nouvelle Action Française » s'est créée voici bientôt deux ans, la presse a parlé de « royalistes gauchistes ». C'est à n'y rien comprendre.

Ce n'est pourtant pas difficile, dès lors qu'on accepte de sortir des classifications politiques traditionnelles. Car la N.A.F. n'est ni de droite, ni de gauche, ni du centre. Elle rejette les vieux partis qui ne savent que profiter du système au détriment des citoyens. Elle rejette le jeu démocratique parce qu'on ne joue pas avec l'avenir d'un pays et avec la vie de ses habitants. Elle rejette, comme elle le montre dans ce numéro, les fausses solutions qui ne témoignent que d'une basse démagogie et d'une volonté acharnée de conserver les bonnes places — ou de s'y installer.

La « Nouvelle Action Française », c'est autre chose qu'un parti. Ce n'est pas une coalition d'intérêts soutenue par le patronat ou par l'étranger. Elle vit pauvrement mais librement.

Le combat qu'elle mène est celui d'aujourd'hui. Les problèmes dont elle se préoccupe sont ceux

de notre présent et de notre avenir. La collection de son journal en témoigne. Partout elle a été présente pour soutenir ceux qui n'acceptent plus cette société inhumaine qui est la nôtre : en Bretagne avec les grévistes du « Joint Français », en Alsace avec les travailleurs des « Potasses », dans toutes les régions où les Français rejettent la centralisation étatique et la dictature des grandes firmes capitalistes.

Sans cesse elle est intervenue pour dénoncer les vices du système actuel et les projets fumeux que le pouvoir cherchait à imposer : lorsque les scandales ont recouvert de boue certains membres de la classe politique, la N.A.F. a su remonter aux véritables causes, qui ne tiennent pas seulement à la faiblesse des hommes ni aux caractéristiques d'un parti, mais au système démocratique tout entier.

Lorsque le pouvoir a organisé son référendum sur l'Europe, la N.A.F. a été, en dehors du Parti communiste, la seule organisation politique à dire non à l'Europe des technocrates et des grandes firmes capitalistes.

Activisme sommaire d'une petite minorité incapable de sortir du ghetto où l'enferment ses idées ? C'est oublier que durant une année, dans ses colonnes, la N.A.F. a ouvert une enquête sur la monarchie, à laquelle ont répondu des personnalités aussi diverses que Georges Montaron ou Roland Laudénbach, Jacques Laurent, Jean-François Chiappe, Gabriel Matzneff ou Edgard Pisani. De cette enquête va naître un livre, mais d'elle est déjà partie une grande espérance, et une meilleure clarté sur les solutions des problèmes de ce qu'on nomme la « société bloquée » et qui n'est

qu'une traduction pudique d'une tyrannie bureaucratique et anonyme qui se généralise sous le masque de la prétendue « volonté générale ».

Faute d'une tête vivante, indépendante des compétitions électorales, l'Etat manque d'un arbitre et se trouve dans l'incapacité d'établir et de rendre cette forme première de justice sociale qui s'appelle tout simplement la justice. Ce n'est nullement être nostalgique du passé que de constater que faute d'un Prince, c'est aujourd'hui l'argent qui règne, qui asservit, qui corrompt et qui enseigne.

Le combat de la N.A.F. continuera et plus encore que par le passé. Car les élections ne résoudront rien, les états-majors politiques ne posant pas les véritables problèmes qu'ils seraient au demeurant bien incapables de résoudre.

— Seule une transformation radicale des institutions politiques d'abord, du système économique ensuite, peut libérer les Français de la condition absurde et inhumaine qui leur est faite dans leur vie quotidienne.

— Seule une transformation radicale du système actuel peut permettre à notre nation de redevenir ce qu'elle n'aurait jamais dû cesser d'être : une amitié et une communauté protectrice.

Nous avons la liberté d'esprit et la tranquillité ferme de ceux qui n'espèrent, ne demandent, ne recherchent, ne convoitent rien pour eux-mêmes. Nous comprenons qu'on nous combatte, car la vie politique est faite de passions. Nous demandons d'abord qu'on nous lise et qu'on nous écoute.

Et si le lecteur de ces lignes trouve dans nos analyses un écho à ses préoccupations quotidiennes, à ses interrogations sur l'avenir, qu'il ne se contente surtout pas de nous lire. Nous lui souhaitons d'avoir le courage de rejoindre, en connaissance de cause, notre combat pour une société plus juste et plus humaine.

G.-P. WAGNER.

n.a.f. : bulletin d'abonnement

Abonnement d'essai
(12 numéros) 10 F

Abonnement normal (1 an) 45 F

Abonnement de soutien 100 F

NOM
Prénoms
Adresse
Code postal
Profession

A renvoyer à la naf, 17, rue des
petits-champs, 75001 paris
ccp paris 642-31.

drogue ?

« Je prends mon pied » et ils s'enrichissent.

M. Comité est content. Grâce à son appui, quarante jeunes « héroïnomanes » ont participé à une croisière de désintoxication. Quelques milliers d'autres ont lu la brochure bien faite « Ras le bol la drogue ». Cela a coûté un million de francs.

Et pourtant, de plus en plus à Paris, Dijon, Marseille ou Strasbourg, de jeunes victimes de la crise de civilisation « prennent leur pied » au « H », à la marijuana, à l'héroïne ou tout autre hallucinogène. Les jeunes se droguent, la société enferme les « coupables » et puis après !... Une lutte qui ressemble à la bataille de la prohibition contre l'alcoolisme. Bataille sans espoir ? Mythe de Sisyphe ? Pour éliminer ce fléau social, encore faudrait-il s'attaquer aux causes. Avouons que l'ennui secrété par notre société uniformisée leur laisse peu de chances d'en sortir.

L'APPROVISIONNEMENT

Pour limiter le nombre des drogués, on a pensé à supprimer l'approvisionnement. Cette solution paraît satisfaisante, mais là encore nous nous heurtons à la société capitaliste. Catherine Lamour et Michel-R. Lamberti démontrent (1) que les bénéfices des trafiquants de drogue sont de 1.000 F pour 1 F investi. A ce prix nul ne résiste. Avec cette marge aucun député n'est hors de prix pour les trafiquants. Les financiers de la drogue, les « gros bonnets », sont inconnus. Ils n'ont peut-être jamais vu un milligramme d'héroïne, et pourtant ils portent la responsabilité et empochent les bénéfices des ravages que la drogue entraîne, par exemple chez les 300.000 Newyorkais drogués. Faute de pouvoir agir sur les trafiquants, trop puissants, intouchables, le gouvernement des U.S.A. a pris la tête d'une lutte contre la culture du pavot, plante-mère de l'héroïne.

LA CULTURE DU PAVOT

Nixon s'est taillé un beau succès en obtenant, juste avant les élections américaines, que la Tur-

quie abandonne la culture du pavot. Plus de pavot, donc plus d'héroïne ni d'héroïnomanes. Est-ce la solution ?

Pour de nombreuses régions du Tiers-Monde (plateaux afghans, « triangle d'or » en Indochine), la culture du pavot est la seule possible, en l'état actuel des connaissances agronomiques, sur des montagnes escarpées où le revenu de l'opium assure seul le minimum vital. Le pouvoir politique dans ces pays s'accommode fort bien de la situation. Notons que le prix de l'opium est beaucoup plus important sur le marché parallèle (qui alimente les trafiquants) que sur le marché légal (qui alimente l'industrie pharmaceutique). D'où une tentation forte pour ces populations misérables, exploitées par des féodaux sans scrupules.

Un haut fonctionnaire afghan n'hésitait pas à déclarer : « C'est très bien de se préoccuper des êtres humains qui fument et qui se piquent. Mais il ne s'agit pas pour autant de laisser mourir de faim ceux qui cultivent le pavot consommé par les premiers. Ce sont aussi des êtres humains. Et si on leur enlève leur moyen de subsistance, comment vivront-ils ? »

Le même problème se posait il y a quelques années en France avec les « bouilleurs de cru » accusés par Debré de développer l'alcoolisme. La France avait les moyens de transformer son économie agricole sans provoquer de crise.

Il s'agit de transformer l'économie traditionnelle de dizaines de pays. Qui est prêt à en payer le coût ? Il est facile d'accuser ces paysans quand parallèlement nous les exploitons en refusant de payer nos matières premières à un prix correct.

La boucle est bouclée : les drogués se droguent à cause d'un déséquilibre provoqué par une grave crise de civilisation, les trafiquants s'enrichissent grâce à un régime dont ils participent et qu'ils ne gênent pas, les producteurs n'ont pas les moyens de remplacer la production du pavot par d'autres cultures.

A ce problème sans issue, seule la volonté d'améliorer la qualité de la vie peut amener une solution. A moins qu'il n'y en ait pas, que nous acceptions de vivre avec cette tare sociale, et que notre civilisation soit morte.

Marc BEAUCHAMP.

(1) Un livre à lire, en vente à la N.A.F. : *Les grandes manœuvres de l'opium*, par Catherine Lamour et Michel-R. Lamberti. Ed. du Seuil, 1973. Ce livre traite remarquablement les aspects économiques et politiques du trafic et de la culture de l'opium.

sommaire d'arsenal n° 2

CIBLE

La gauche au pouvoir en mars prochain ? Mais que veut-elle et que peut-elle faire ? Réformisme prudent, ou remise en cause radicale de notre société ?

THÈME

A travers trois études sur l'esprit de révolte, la révolte et la révolution et la révolution incarnée, une analyse approfondie du projet révolutionnaire.

IDÉES

● Humanisme et anthropologie structurale : la méthode structuraliste conduit-elle à la mort de l'homme ?

● Vichy et sa « Révolution nationale » : tentative de reconstruction de la France au nom d'une idéologie nouvelle ou entreprise réactionnaire conçue et réalisée par l'extrême-droite ? En tout cas un échec certain qu'il importe d'analyser.

TENDANCE

L'avortement : un débat actuel, un drame quotidien, des thèses diamétralement opposées, une confusion certaine dans les esprits. D'où la nécessité de prendre du recul et d'aborder ce problème dans ses multiples dimensions.

ENTRETIEN

Pierre Boutang : à partir d'un commentaire du Banquet de Platon, une critique des principaux systèmes de pensée de notre temps, étrangers au souci ontologique.

mouvement royaliste

réunions

SCEAUX ET ENVIRONS

Réunion-débat le jeudi 1^{er} février à 15 h au Centre Juridique de Sceaux, 54, boulevard Desgranges, sur le thème : Justice et Argent. Ce débat opposera : M. Mazeaud, magistrat, député des Hauts-de-Seine et M^e G.-P. Wagner, membre du Conseil de l'Ordre, président du Comité directeur de la N.A.F.

SECTION 15^e, ISSY-LES-MOULINEAUX, CLAMART, VANVES.

Dîner-débat le vendredi 9 février, sous la présidence de M. G.-P. Wagner, président du Comité directeur de la « N.A.F. », avec la participation de M. Philippe de Saint-Ro-

bert, écrivain et journaliste, et de M. Gilles Desorres, journaliste. Thème du débat : Une politique étrangère pour la France. Restaurant « Le Select », 5, rue du Dr-Jacquemaire-Clemenceau. Inscriptions jusqu'au 2 février auprès de M. Pierre Arvis, 199, rue de Lourmel, Paris (15^e) - Tél. : 531-90-20. Prix du couvert : 40 F ; étudiants : 30 F.

GRENOBLE

Dîner-débat le samedi 17 février à 20 heures, au restaurant « Le Provençal », square des Postes, avec M^e G.-P. Wagner, président du Comité directeur de la N.A.F., sur le thème : Quelle République pour demain ? La N.A.F. prend position. Inscriptions : N.A.F., 4, square des Postes à Grenoble. Prix du couvert : 25 F.



Sélection - Librairie

PLATON
Le Banquet

Traduction et commentaire
par Pierre Boutang

Prix : 18 F (franco 22 F)

pierre boutang

Samedi 27 janvier, notre ami Pierre Boutang a soutenu sa thèse de doctorat de philosophie sur l'Ontologie du secret. MM. Gabriel Marcel, F. Alquié, R. Polin et Brun, composaient le jury.

Nous reviendrons sur la substance de l'Ontologie du secret qui sera bientôt publiée en librairie.

A Pierre Boutang, nos chaleureuses félicitations.

versailles

Les monarchistes de Versailles se sont réunis pour faire le point sur les activités à l'occasion de la Fête des Rois organisée par la section de la N.A.F. Les dirigeants de la section ont mis chacun en face de ses responsabilités. La participation, nombreuse à cette fête, démontre que le mouvement royaliste peut solidement s'implanter dans les Yvelines.

les vingt ans du roi

On peut raisonner juste sur des figures fausses, mais on peut aussi raisonner faux. C'est le cas de Claude Manceron.

Claude MANCERON, « Les vingt ans du Roi », 1774-1778 (1).

Claude Manceron a des partis pris, et même il les affiche. « L'historien qui se dit impartial est un faux-jeton », a-t-il confié à Guy Dumur dans « Le Nouvel Observateur ». Il faut lui reconnaître le mérite de la franchise. Les mérites de l'historien sont plus douteux.

L'originalité de son régit, commencé à la mort de Louis XV, est d'entremêler, au fil de la chronologie, la biographie de personnages connus et d'autres personnages encore inconnus ou méconnus, que le proche avenir va faire monter sur la scène (Mira-beau, Sade, Marat, Brissot, Madame Roland).

Le procédé ne manquerait pas d'intérêt si la vérité y trouvait son compte, si l'auteur voulait se souvenir que la Révolution de 1789 est déjà faite et ne pas écrire et répandre des rumeurs fausses, comme s'il s'agissait de la faire à nouveau. Toutes les calomnies contre l'Ancien Régime, toutes les diffamations rancunières de Choiseul, après son départ du ministère, sont ici recueillies pieusement. Louis XV, qui passe pour avoir été intelligent et beau, « a une tête de vieille oie... son air timide tient beaucoup à sa bêtise ». Le sang royal est « pourri ». Quand le roi meurt, tout Versailles empest. A croire que la démocratie serait une réaction de l'odorat, à défaut d'être un sursaut de l'intelligence... Si les filles de Louis XV, en soignant leur père, risquent de contracter la petite vérole, c'est une forme « d'inceste vertueux... elles se vautrent avec délices dans l'héroïsme filial ». Mais Voltaire est beau. Marat aussi. Quant à Rousseau, il est bien attendrissant avec son petit inceste à lui, sa « maman adoptive avec qui faire l'amour ».

Il ne reste plus qu'à tracer le portrait d'un Louis XVI, « jeune Allemand » ignare et balourd, incapable d'affronter sa nouvelle tâche. « Il ne sait rien, mais rien des choses de l'Etat : moins qu'un chef de bureau de n'importe quel ministère. Il n'a pas eu accès au Conseil. »

Dans son livre sur L'Education d'un Roi (2), analysé ici l'année dernière, Mme Girault de Coursac a pourtant montré, avec des centaines de documents, l'origine de ces calomnies. Claude Manceron, s'il les recueille, sait bien ce qu'il fait.

Car de ses fausses prémisses, il veut déduire « la condamnation de la monarchie absolue, qu'elle soit de type maurassien ou hitlérien » (on appréciera l'honnêteté du rapprochement et l'exactitude du vocabulaire !). « Ses partisans, ajoute-t-il, veulent nous convaincre que l'héritier est le plus apte à recueillir l'héritage et que cette succession engendre la sécurité du système. Il n'existe pas un fils, un petit-fils, un héritier du sang et de parti qui ait été réellement formé par le possesseur du pouvoir à lui succéder. Dès qu'un homme détient le magistère absolu, une inévitable mégalomanie le conduit à écarter systématiquement de toute information

sur les problèmes réels, celui qui attend sa mort pour gouverner. »

On peut raisonner juste sur des figures fausses, mais on peut aussi raisonner faux. C'est le cas de Claude Manceron. Son analyse s'applique certes au régime totalitaire que décrit si bien à l'avance Le Contrat Social de Jean-Jacques Rousseau. Elle s'applique aussi à ces démocraties où les détenteurs du pouvoir passent leur temps à « faire des cartons » sur leurs successeurs éventuels. Si M. Manceron ne voit pas ce que nous voulons dire, qu'il s'adresse donc, pour plus amples lumières, à François Mitterrand, dont l'amitié, nous dit-il, a « éclairé » sa route.

G.-P. W.

- (1) Laffont.
(2) Gallimard.

christian dedet : la casse

Le hussard a dégringolé, il est dans la rue, il est sauvé : il est prêt à tout.

Christian DEDET : « La Casse », Ed. La Table Ronde.

Dans son livre « Le Système Pompidou » (au Seuil), Gilles Martinet écrit, parlant de la fascination de l'argent qui s'est levée en même temps que le capital-pompidolisme : « Les années 1960 ont été dominées par la hantise de la "brique" : un million d'anciens francs par mois était le seuil qu'il fallait chercher à atteindre. » Aujourd'hui, le bonheur du jour vise nettement plus haut : c'est la pierre, la peste bubonique de la possession foncière qui atteint en ce moment même son apogée dans la grande frousse anti-électorale. Il faut avoir pognon sur rue : Marais, vieilles poutres et parquet d'époque.

Le livre de Christian Dedet, à cet égard, constitue un précieux petit guide de l'immobilier. En le refermant, vous n'ignorez plus rien des mille et un pièges à déjouer, expliqués par ce roman immobilier dans le roman de Dedet. Dedet ? Un temps, sa signature fleurissait dans « Combat », où, au travers de ses propos sur la grandeur de De Gaulle et la décadence européenne, pointait un certain désamour de soi, alors même qu'il maniait énergiquement le strigile pour se débarrasser des scories du vieux monde en général et des professions libérales en particulier.

« La Casse » : un roman noir, un thriller de l'âme, où le héros tente de se dépêtrer d'un « merdier » envahissant et polypode, le Système.

Parfois, on dirait du J.-H. Chase ! Dedet nous raconte sa cavale, pauvre hussard déboussolé sans monture ni public, dans l'indifférence générale entourant l'Algérie... « Sa » guerre : il faut toujours une guerre pour faire un bon hussard. Celle-ci fut ignoble, il en revint petit-bourgeois, et ne reconnut pas la rue des Canettes.

On prend maîtresse, on se loge rue Madame, on se débat entre une carrière trop bien tracée et des intermittences que l'on croit être celles du cœur et qui sont, malgré qu'on en ait, celles de l'Esprit. L'Esprit, selon saint Clavel. On se marie même, une fois, pris dans cette torpeur d'une France scélérates qui a vendu son droit d'aïnesse pour une rasade de mauvais scotch. Et on en crève, fatalement, de cette bonne femme dont tout l'univers tourne autour de la quête d'un Graal « av. vue splend., 2 s.d.b., asc., tél., 130 m²... ». La France était devenue immobilière.

« Il faut que ça casse un jour... » mais on remet toujours sa révolution à demain. Demain j'aurai quarante ans, 150 m², de la mauvaise graisse, mais je descendrai dans la rue, palsambleu ! On se souvient avoir été un tantinet mousquetaire...

Pendant que Matzneff se grille au soleil de la Tunisie, que J.-E. Hallier s'emmerde à la Boixière (un mousquetaire, lui aussi, Blondin désenglué !), Lajunie-Dedet se prend pour un cachou amoureux en Sicile. Syracuse : me ferez vingt lignes là-dessus en parlant un peu de la misère extra-muros. Les journaux arrivent aussi : c'est l'« émeute » à Paris, la France est en grève, les Italiens commencent à avoir des idées... On reprend le train pour la gare de Lyon.

Barricades, Odéon, Sorbonne... La cour de la Sorbonne, où l'on retrouve, « absolument ravis », deux affreux snobs, anciennes fréquentations, qui sont venus piquer aux différents stands politiques toute une documentation, comme ils le feront, quelques mois plus tard, au Salon de l'Auto. Cela fera de la conversation pour l'hiver.

Malaise, tristesse, on se risque même à évoquer les « heures blafardes » des lendemains qui ne chantent guère... Le hussard a dégringolé, il est dans la rue, il est sauvé : il est prêt à tout.

Ce « gauchiste de droite » n'attend plus : il espère.

Il aurait tort de croire être le seul !

CUAUHTEMOC.